

## CE MONDE QUI BOUGE

### Les pays producteurs et l'après-pétrole

Soixante-quinze dollars! Tel est le prix que les pays de l'Opep escomptent atteindre à travers une nouvelle baisse de production d'un million de barils par jour. Fin 2008, l'Opep avait décidé d'une baisse de 4,2 millions de barils/jour. Sans résultat. Les temps sont durs. Le prix du baril à 140 dollars, c'est déjà du passé. Aujourd'hui, il se maintient difficilement à un peu plus de 40 dollars. Même l'annonce par la Chine, deuxième consommateur mondial de pétrole, d'un plan de relance de 1000 milliards de dollars ne semble guère avoir influé sur les prix. New York et Londres, lieux où se décident le prix du baril, font montre de prudence et sont restés sourds. Pire, la baisse du dollar, qui pénalise les pays producteurs de pétrole, a rendu le prix du baril plus attractif. Conséquence : des experts ont estimé qu'un prix du baril à 45 dollars ne serait à terme d'aucun bénéfice pour l'économie mondiale !



Calcuette à la main, nombreux sont les pays producteurs qui ont revu leurs objectifs à la baisse. Les plus lucides d'entre eux ont cessé de tirer des plans sur la comète ! Il en est ainsi d'Abou Dhabi. L'effondrement des cours des Bourses mondiales conjugué à celui des prix du baril s'est traduit pour le fonds souverain de cet émirat – l'Abu Dhabi Investment Authority (Adia) – par une perte estimée autour de 400 milliards de dollars. Plus généralement, tous les pays producteurs de pétrole ont laissé des plumes dans cette crise. Et quand arrivera l'heure des comptes, il faudra bien que les dirigeants de ces pays s'expliquent devant leurs peuples après avoir géré cette richesse énergétique comme si c'était leur propriété personnelle.

L'Algérie, par exemple, fait comme si cette crise ne la concernait pas. Élection présidentielle oblige, on annonce aux Algériens que les objectifs fixés sont maintenus. Sans consulter le Parlement – or, il s'agit de l'argent des Algériens – le chef de l'Etat a décidé d'effacer d'un trait les dettes des agriculteurs, d'augmenter de 50 % la bourse des étudiants, et d'envisager d'éponger les dettes des jeunes entrepreneurs, voire celles des patrons ! Or, les recettes en baisse, par rapport à 2008, ne sont pas en mesure de combler le trou des dettes impayées par les agriculteurs. Et quand on sait que le budget de l'Etat pour 2009 est déficitaire – pour aller vite, les dépenses sont supérieures aux recettes – l'Etat devra soit activer la planche à billets, soit puiser dans des réserves de change qui ne sont pas inépuisables.

La planche à billets lui est en théorie interdite car source d'inflation, donc de hausse des prix. Les réserves de change, dont au moins 40% sont investis en achat de bons du Trésor américain (donc non disponibles sur le court terme), risquent de fondre aussi vite qu'elles se sont constituées !

De fait, cette situation, qui n'est pas propre à l'Algérie (tous les pays pétroliers sont dans le même cas), montre une chose : l'incapacité des pays à économie rentière (fonctionnant exclusivement grâce à l'argent du pétrole) à préparer l'après-pétrole. Qui plus est, certains choix économiques favorisant l'importation au détriment de la production locale vont avoir des conséquences sociales lourdes pour le pays.

A titre d'exemple, il en est ainsi de la filière de la tomate industrielle – plus de 100 000 emplois en jeu – où le fait de privilégier l'importation de ce produit va se traduire par l'arrêt de la production de la tomate et la fermeture de nombreuses usines. Cet exemple, qui peut être étendu à d'autres secteurs productifs, montre que l'Algérie n'a pas su mettre à profit la manne pétrolière, en raison de l'absence d'une vision de développement alternatif au pétrole sur le court et moyen terme.

H. Z.

## CHAKIB KHELIL, MINISTRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES :

### «Le marché attend une baisse de la production»

«Le marché s'attend à une réduction de la production de pétrole», a déclaré hier le ministre de l'Energie et des Mines Chakib Khelil, lors de son passage au forum du quotidien El Moudjahid. L'invité du forum a laissé entendre qu'un consensus est en train de se développer entre les pays membres de l'Opep, autour de «la stabilisation du marché mondial du pétrole, pour faire face à la baisse saisonnière de la demande attendue au deuxième trimestre de cette année».

Lotfi Mérad –Alger (Le Soir)- La stabilisation du marché mondial passera inévitablement par la réduction de la production des pays membres de l'Opep devant se réunir le 15 mars prochain à Vienne et qui, rappelle-t-on, assurent un tiers de la production mondiale d'hydrocarbures.

Cette nouvelle baisse, que certains observateurs et experts internationaux fixent entre 500 000 et 1,5 million de barils par jour, vise à faire face à la baisse de la demande quotidienne en pétrole, estimée à 1,2 million de barils et parvenir

«idéalement» à un prix du baril autour de 75 dollars. Un niveau de prix qui arrange les intérêts des producteurs et des consommateurs.

«Si aucune réduction n'est décidée, il va y avoir une baisse rapide des prix à des niveaux que nous ne pouvons pas prévoir. Et il faut compter plusieurs mois avant de redresser la situation à nouveau», avertit le ministre, en rappelant que «les baisses de production de 2 millions de barils/jour, décidées par l'Opep lors des différentes réunions, avaient permis de freiner la



Une baisse estimée entre 500 000 et 1,5 million b/j.

chute des prix et maintenir l'équilibre du marché pétrolier mondial». Autrement, «on se serait retrouvé avec un prix du baril à 20 dollars», poursuit le ministre. Avec un prix moyen du baril autour de 40 à 50 dollars en

ce début d'année 2009, Chakib Khelil notera que «le niveau actuel des prix est équivalent à celui observé entre 2000 et 2007 ?», relevant à ce propos que «l'année 2008 fut exceptionnelle», en raison de la forte spéculation qui a fait exploser les cours. «La baisse record est donc à relativiser», soutient le ministre. A cet égard, ce dernier a assuré que la baisse des prix du pétrole et celle de la demande mondiale ne compromettent pas le programme d'investissement national dans le secteur de l'énergie. Un plan d'investissement qui «était de 12 milliards de dollars en 2008 et sera de 11 milliards cette année». «Le pétrole algérien (Sahara Blend) est à 47 dollars le baril. Nous avons bien réalisé des investissements entre 2001 et 2007 avec un baril à 40 dollars», fait remarquer le ministre.

L. M.

L. M.

## 6,7 milliards de dollars de recettes

Les recettes pétrolières engrangées durant les deux premiers mois de l'année en cours ont atteint 6,7 milliards de dollars, a annoncé le ministre de l'Energie et des Mines Chakib Khelil. Pour l'année 2009, il est prévu des rentrées de l'ordre de 30 à 40 milliards de dollars, contre 77,3 milliards de dollars pour l'année écoulée auxquelles s'ajoutent 4003 milliards de dinars de fiscalité pétrolière.

## Différend Sonatrach-Gasnatural

Revenant sur le différend commercial qui oppose Sonatrach et Gasnatural (Espagne), Chakib Khelil s'est dit «pas sûr» que le recours introduit par la partie espagnole aboutisse en sa faveur. «La justice doit débattre sur le fond du recours et je ne suis pas sûr que Gasnatural obtienne gain de cause», dira-t-il. Au même sujet, Chakib Khelil évoquera l'entrée dans l'actionnariat du projet Medgaz de Gasnatural à hauteur de 10%. En précisant, toutefois, qu'il n'y a pas eu «de demande officielle de la part du gouvernement espagnol». Néanmoins, le ministre a rappelé que l'une des conditions principales reste «l'achat du gaz au prix du marché». Toujours à propos du gaz, le ministre de l'Energie et des Mines a également annoncé que des négociations sont en cours pour l'exportation du gaz algérien vers l'Afrique du Sud.

## MANDAT D'ARRÊT CONTRE LE PRÉSIDENT DU SOUDAN

### Les experts en droits de l'homme dénoncent «le dépassement grave» de la CPI

La question de la Cour pénale internationale et de la souveraineté des Etats a été hier au centre d'un débat animé par des experts en droit international. Pour les intervenants, le lancement d'un mandat d'arrêt contre le président Omar El-Béchir constitue une violation des droits d'un pays souverain.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Les experts présents hier au Centre de recherches stratégiques du journal Echaab ont qualifié la récente décision de la CPI contre le président soudanais Omar El-Béchir de dépassement grave. M<sup>e</sup> Rezzag Barra a déclaré, pour sa part, que «le conflit

du Darfour et la question du Soudan ne concernaient que ce pays et certainement pas la paix mondiale». M<sup>me</sup> Sahli, experte en droit international, de la question des droits de l'homme et enseignante chercheur, dira, d'ailleurs, lors de son intervention, qu'«une crise interne dans une région donnée a été internationalisée».

La spécialiste des questions africaines expliquera longuement que le procureur général de la Cour pénale internationale n'a pas donné d'éléments de renseignements sur l'évidence de crime contre l'humanité dont est accusé Omar El-Béchir.

Evoquant, par ailleurs, «l'empreinte des puissances mondiales», la

conférencière notera que les Etats n'ayant pas ratifié la convention relative à la Cour pénale internationale seront, de toutes les manières, rattrapés par le Conseil de sécurité.

«C'est une justice qui conforte ses propres limites, elle est injuste et ne vise que les Etats faibles, ceux des pays africains», souligne l'intervenante qui dénoncera «la défaillance et la désolidarisation de l'Union africaine et la Ligue des Etats arabes».

M<sup>me</sup> Sahli notera que les médias doivent souligner l'absence de crédibilité de la CPI. Elle précisera que les membres de la société civile ont brillé par leur absence dans l'affaire de la condamnation du président souda-

nais. S'interrogeant ainsi sur la réalité de la souveraineté des Etats, M<sup>me</sup> Sahli appellera à une formation des juges algériens sur les questions relatives à la Cour pénale internationale pour les imprégner de ce dossier d'actualité et qui, diront les spécialistes présents, est largement instrumentalisé par les pays occidentaux. M<sup>me</sup> Sahli expliquera, par ailleurs, qu'au bout de sept années d'exercice, la CPI devrait aller vers une conférence de révision.

Les spécialistes rappelleront, en outre, que les centaines de plaintes introduites concernant l'agression israélienne contre Ghaza n'ont pas eu de réponse à ce jour.

F-Z. B.